



CAP Locales du 27/06/2017

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

FO-DGFIP surveille avec attention et inquiétude l'arrivée des premières annonces venant du nouveau gouvernement. La perspective de 120 000 suppressions d'emplois globalement dans la Fonction Publique alors que certains ministères devraient au contraire, bénéficier de dix mille voire douze mille emplois supplémentaires laisse augurer le pire pour la DGFIP, classiquement bouc émissaire des arbitrages budgétaires.

Les CAP locales de ce jour portent déjà les traces des coups portés par l'accord minoritaire PPCR validé en violation de la loi sur le dialogue social dans la Fonction Publique.

Pour les C et les A, les bonifications accordées ce jour seront les dernières.

L'absence totale de recours en catégorie B dans le Rhône constitue une conséquence directe de la disparition des bonifications dès cette année dans ces corps.

Il en résultera naturellement l'aggravation du ralentissement des carrières déjà inscrit dans les nouvelles carrières prévues par PPCR, texte dont nous n'avons malheureusement pas fini de mesurer les conséquences néfastes pour les fonctionnaires.

Enfin, nous ne pouvons que déplorer l'absence de dialogue social au plan local également, en particulier dans le dossier des fusions de RAN dont nous exigeons le retrait.

Chaque jour, chaque semaine apporte une nouvelle preuve de l'opposition déterminée des collègues à ce projet qui porte atteinte à leurs droits élémentaires à mutation.

Lyon, le 27 juin 2017